



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Budget 2015 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur Conférence de presse des élus du groupe Front de Gauche

Le 12 décembre aura lieu le vote du budget 2015 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En discussion depuis plusieurs mois, il a grandement mobilisé notre groupe qui a formulé des propositions visant à répondre aux besoins des habitants de la Région dans un contexte où les effets de la crise sont durement ressentis sur le territoire.

Augmentation continue du chômage, et notamment du chômage des jeunes, explosion des inégalités, renforcement de la pauvreté et de la précarité, ces maux touchent aujourd'hui une partie croissante des habitants de notre Région.

L'urgence vécue n'est malheureusement pas au centre des décisions des responsables publics, nationaux mais également locaux, qui tout à leur recherche effrénée de la baisse de la dépense publique, ne peuvent plus, ou ne souhaitent plus, apporter de réponses audacieuses à toutes celles et à tous ceux qui souffrent aujourd'hui des effets de la crise et des politiques d'austérité censées y mettre fin.

Le groupe Front de Gauche a élaboré, à partir des besoins exprimés par la population, ses propositions dans le cadre des discussions budgétaires internes à la majorité.

Pour ce faire, il a encore renforcé la dimension citoyenne de sa démarche en organisant près de 20 réunions publiques et des rencontres avec des salariés en lutte et des associations pour recueillir leurs avis, mettre en débat nos propositions et les conditions dans lesquelles s'établissait ce budget.

Ils nous ont rappelé l'importance de l'action du Conseil Régional et de ses élus pour faire face à la dégradation des conditions de vie mais dans le même temps ils ont dénoncé les reculs de la collectivité, notamment en matière de soutien à la vie associative, désengagements vécus négativement tant le lien social se délite sur le territoire régional.

Ils nous ont surtout alertés sur la désespérance de la population face aux politiques qui ne respectent pas leurs engagements et surtout face à l'austérité dont les conséquences désastreuses touchent une partie grandissante de la population, la contraignant à vivre, pour ne pas dire survivre, dans des conditions de plus en plus difficiles.

Face à cette situation nous, élus du Conseil Régional, avons la responsabilité d'agir pour faire de notre collectivité un rempart utile à la population.

Pour cela, il est indispensable de s'élever face au gouvernement qui à force de renoncements et de baisses des dotations, moins 48 millions par rapport au budget 2013, nous impose de tailler aveuglément dans nos dépenses pour répondre aux exigences des financiers.

Ces baisses nous poussent également à renforcer le poids et la logique des banques dans la définition de nos politiques publiques, car il nous est aujourd'hui indispensable de renforcer le recours à l'emprunt, dont nous avons dit dès le début du mandat qu'il fallait l'ouvrir aux habitants de la région par un grand emprunt populaire, pour financer nos politiques obligatoires non intégralement compensées et nos actions volontaristes, indispensables pour lutter contre les inégalités, pour l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages.

Il faut oser sortir de l'austérité dans laquelle on nous enferme, en exigeant de l'Etat de nouveaux moyens pour notre collectivité, en contraignant les entreprises à participer à l'effort collectif, en investissant massivement dans l'économie et en développant les services publics.

C'est le sens des propositions portées depuis de longs mois par notre groupe.

Nous avons défendu des mesures qui nous paraissent indispensables à l'amélioration, à tous les niveaux, des conditions de vie des habitants de PACA et nous avons réussi à limiter les désengagements mais cela n'est pas suffisant.

Il y a deux ans déjà, notre groupe alertait le Président Vauzelle et sa majorité des risques que faisaient peser sur notre collectivité, et sur nos orientations politiques, un soutien aveugle aux politiques austéritaires du gouvernement.

Nous indiquions alors que nous étions à la croisée des chemins et nous avons les plus grandes craintes quant aux perspectives des mois à venir.

Deux ans plus tard, rien n'a changé.

Malgré nos alertes maintes fois répétées, malgré nos propositions pour faire du budget régional un budget de gauche à la hauteur des ambitions que l'on portait collectivement en 2010 et des urgences auxquelles la population de PACA doit faire face, les orientations budgétaires s'inscrivent dans le moule des exigences de l'Etat, en décentralisant sans résistance l'austérité dans notre collectivité.

Bien sûr, nous ne contestons pas les contraintes financières subies par le Conseil Régional ; nous les envisageons il y a deux ans et c'est pour cela que nous réclamions une action forte en direction de l'Etat, comme nous le faisons du temps de Nicolas Sarkozy, avec l'ensemble de la majorité.

Cela n'a pas été fait et ce que nous redoutions alors se produit aujourd'hui.

Baisses des budgets indispensables au vivre-ensemble et à la lutte contre la précarité (culture, sport, logement, solidarités...), manque d'ambition face aux plans sociaux qui détruisent l'emploi dans la région - même si selon les dossiers et à notre initiative, le Conseil Régional a su se montrer à l'offensive - manque de dialogue social en interne de la collectivité...

Au terme de plus de 40 réunions internes à la majorité, notre groupe fait le constat qu'il n'a pas été suffisamment entendu sur les grandes orientations qu'il défendait.

Nous avons certes obtenu des avancées comme la non-augmentation des cartes grises, le maintien intégral des dispositifs de solidarité, telle la tarification sociale des cantines scolaires, le maintien de la ligne dévolue aux centres sociaux ou l'augmentation du soutien aux entreprises coopératives, des baisses limitées de certains secteurs tels la culture ou le logement, le maintien du budget des Chemins de fer de la Provence.

Mais de nombreux points demeurent clivants quant aux orientations même de ce budget :

- Aucune interpellation ou mesure de rétorsion vis-à-vis des baisses de dotations de l'Etat, alors même qu'il aurait été symbolique de suspendre nos financements sur la L2 par exemple, à hauteur des désengagements de l'Etat à notre encontre.
- Maintien après discussion acharnée du budget dévolu aux lycées, compétence obligatoire, malgré des besoins urgents de réhabilitation, alors même que nous apportons des financements importants à des projets dont l'utilité est encore soumise à débat au sein de la majorité ;
- Recul considérable de la logique planificatrice de l'Etat à l'égard des Régions sans contestation de la part de ces dernières ;
- Absence d'initiative forte pour réclamer un service public régional des transports de qualité.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, nous considérons que l'absence de volonté politique claire pour nous permettre de tenir nos engagements et de répondre aux exigences populaires a des conséquences graves dans ce budget.

Nous refusons de laisser la Région s'enfermer dans une logique austéritaire dévastatrice qui aggravera encore davantage les conditions de vie de ses habitants et renforcera l'audience de forces réactionnaires surfant sur nos renoncements et la désespérance populaire ;

C'est pourquoi notre groupe a décidé unanimement de s'abstenir lors du vote du 12 décembre.